



## PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS À COMPOSITION NON LIMITÉE SUR LE PLAN STRATÉGIQUE DE L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL SUR LES FORÊTS DANS LE CADRE DU FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS: 25-27 AVRIL 2016

Le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) a convoqué du 25 au 27 avril 2016, au Siège des Nations Unies à New York, la première réunion du Groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée (GSE 1) créé en application du paragraphe 48 de la résolution 2015/33 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), intitulée « Arrangement international sur les forêts après 2015 ». Plus de 130 participants ont assisté à la réunion du GSE, y compris des représentants des 56 États membres, huit membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, une organisation régionale, et 4 représentants des Grands groupes.

La première réunion de la douzième session du Forum (FNUF 12) s'est brièvement rassemblée avant le début de la GSE 1 pour élire son Bureau.

La GSE 1 a étudié: les approches stratégiques et les mesures requises pour réaliser les objectifs de l'Arrangement international sur les forêts (AIF), y compris concernant la mission, la vision, la stratégie de communication, les éventuels buts, cibles et actions prioritaires, les différents rôles des composantes de l'AIF, et la structure organisationnelle du Plan Stratégique; les suggestions pour le Programme de travail quadriennal (PT4) pour la période 2017-2020; les éléments envisageables pour le « cadre d'examen de la mise en œuvre » du Plan Stratégique; et les activités de suivi programmées d'ici à la GSE 2. Le GSE a examiné un projet de synthèse des discussions établie par les Co-Présidents, et en a pris note.

### BREF HISTORIQUE DU FNUF

Le Forum des Nations Unies sur les forêts a été mis en place en 2000, après cinq ans de dialogue sur les politiques forestières au sein du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) et du Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF). En octobre 2000, l'ECOSOC a institué, par sa résolution 2000/35, l'Arrangement international sur les forêts (AIF) qui

a établi le FNUF en tant qu'organe subsidiaire de l'ECOSOC, dont le principal objectif est la promotion de la gestion, de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts.

Les principales fonctions du FNUF sont: de faciliter la mise en œuvre des accords ayant trait aux forêts et de favoriser une compréhension commune de la gestion durable des forêts (GDF); d'assurer le développement continu des politiques et le dialogue entre les gouvernements, les organisations internationales et les Grands groupes, et de traiter les questions relatives aux forêts et autres sujets de préoccupation émergents de manière holistique, exhaustive et intégrée; d'améliorer la coopération ainsi que la coordination des politiques et des programmes sur les questions relatives aux forêts; de promouvoir la coopération internationale et d'assurer le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les progrès accomplis; et de renforcer l'engagement politique en faveur de la gestion, de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts.

**SESSION D'ORGANISATION:** La session d'organisation du FNUF a eu lieu du 12 au 16 février 2001 au siège des Nations Unies à New York. Les délégués ont décidé que le Secrétariat du FNUF serait situé à New York, et ont avancé sur l'établissement du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), un partenariat regroupant les 14 principales organisations internationales, institutions et secrétariats de conventions travaillant sur les forêts.

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FNUF .....	1
Compte-rendu de la première session de la FNUF 12 ...	3
Compte-Rendu de la GSE 1 .....	3
Tâches du groupe d'experts .....	4
Clôture de la réunion .....	11
Brève analyse de la GSE 1 .....	11
Réunions à venir .....	13
Glossaire .....	14



**FNUF 1:** La première session du FNUF s'est déroulée du 11 au 23 juin 2001 à New York. Les délégués y ont examiné et adopté des décisions portant sur le Programme de travail pluriannuel du FNUF, sur un Plan d'action pour la mise en œuvre des Mesures proposées par le GIF/FIF, et sur la collaboration du FNUF avec le PCF. Les délégués ont également recommandé l'établissement de trois groupes spéciaux d'experts (GSE) chargés de fournir un appui technique au FNUF concernant: les approches et les mécanismes du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports (SER); le financement et le transfert des technologies écologiquement rationnelles (TER); et les éléments d'un mandat visant l'élaboration d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts.

**FNUF 2:** La deuxième session du FNUF s'est tenue du 4 au 15 mars 2002 à New York. Les délégués y ont adopté des décisions portant entre autres sur les critères précis pour l'évaluation de l'efficacité de l'AIF. La FNUF 2 a décidé que les critères spécifiques pour la mise en œuvre des Mesures proposées visent à mesurer: comment les pays, le PCF et d'autres acteurs ont progressé dans la mise en œuvre des Mesures proposées; si les pays ont élaboré et entamé la mise en œuvre de Programmes forestiers nationaux (PFN) ou de processus équivalents; dans quelle mesure l'AIF a facilité et favorisé la mise en œuvre par les pays, en mettant l'accent sur les moyens de mise en œuvre (MMCE); et les progrès accomplis par les pays sur l'évaluation des Mesures proposées pour déterminer leur pertinence dans le contexte national. La Résolution 2/3 décrit les critères spécifiques liés au développement continu des politiques, y compris: dans quelle mesure l'AIF a renforcé le développement continu de la politique forestière et le dialogue relatifs aux forêts, et travaillé d'une manière transparente et démocratique; si les membres du PCF ont répondu aux orientations du FNUF; et quels progrès ont été accomplis pour atteindre une compréhension commune des concepts, de la terminologie et des définitions liés aux forêts.

**FNUF 3:** La FNUF 3 s'est réunie à Genève, en Suisse, du 26 mai au 6 juin 2003, et a adopté six résolutions portant sur: l'amélioration de la coopération et de la coordination des politiques et des programmes; la santé et la productivité des forêts; les aspects économiques des forêts; le maintien du couvert forestier de manière à répondre aux besoins présents et futurs; le Fonds d'affectation spéciale du FNUF; et le renforcement du Secrétariat.

**FNUF 4:** La FNUF 4 s'est tenue à Genève, en Suisse, du 3 au 14 mai 2004 et a adopté cinq résolutions portant sur: l'évaluation de l'efficacité de l'AIF; les connaissances scientifiques liées aux forêts; les aspects sociaux et culturels des forêts; le SER et les critères et indicateurs; et le financement et le transfert de TER. S'agissant de l'évaluation de l'AIF, les délégués ont décidé de demander aux États membres de répondre volontairement à un questionnaire relatif aux critères spécifiques adoptés à la FNUF 2. La FNUF 4 a tenté, sans y parvenir, de s'accorder sur des résolutions concernant les connaissances traditionnelles liées aux forêts, et l'amélioration de la coopération et la coordination des politiques et des programmes.

**FNUF 5:** La FNUF 5 s'est déroulée du 16 au 27 mai 2005, à New York. Les participants ne sont pas parvenus à un accord sur le renforcement de l'AIF et n'ont produit ni déclaration ministérielle ni résultat négocié. Cependant, ils se

sont accordés, *ad referendum*, sur quatre objectifs d'ensemble, à savoir: accroître de manière significative la superficie de forêts protégées et de forêts gérées de manière durable dans le monde; inverser le déclin de l'aide publique au développement (APD) destinée à la GDF; inverser la perte du couvert forestier; et renforcer les avantages économiques, sociaux et environnementaux dérivés des forêts. Ils sont également parvenus à un accord de principe pour la négociation, à une date ultérieure, des termes de référence d'un code volontaire ou d'une entente internationale sur les forêts, ainsi que des MMCE.

**FNUF 6:** La FNUF 6 a eu lieu du 13 au 24 février 2006 à New York. Les délégués ont produit un texte de négociation contenant un nouveau libellé sur la fonction de l'AIF, un engagement à réunir le FNUF tous les deux ans à compter de 2007, et une demande à la FNUF 7 d'adopter un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts (IJNC). La FNUF 6 a également établi quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts (OEF) pour que l'AIF: inverse l'érosion du couvert forestier dans le monde grâce à la GDF, y compris la protection, la restauration, le boisement et le reboisement; renforce les avantages économiques, sociaux et environnementaux dérivés des forêts et la contribution des forêts à la concrétisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale; augmente de manière significative la surface des forêts protégées dans le monde et celle des forêts gérées de manière durable; inverse le déclin de l'APD destinée à la GDF et mobilise nettement plus de ressources financières nouvelles et supplémentaires de toute provenance pour la mise en œuvre de la GDF.

**FNUF 7:** La FNUF 7 s'est réunie du 16 au 27 avril 2007 à New York. Après deux semaines de négociations s'achevant par une séance qui a duré toute la nuit, les délégués ont adopté l'IJNC et un Programme de travail pluriannuel pour la période 2007-2015. Les délégués sont convenus qu'« un mécanisme financier mondial volontaire/une approche par portefeuille/un cadre de financement forestier pour tous les types de forêts » serait élaboré et examiné, en vue de son adoption à la FNUF 8.

**FNUF 8:** La FNUF 8 s'est tenue du 20 avril au 1<sup>er</sup> mai 2009 à New York. Les délégués ont discuté: des forêts dans un environnement en évolution, y compris les forêts et les changements climatiques, l'inversion de la perte du couvert forestier et de la dégradation des forêts, et les forêts et la conservation de la biodiversité; ainsi que des MMCE de la GDF. Les délégués ont adopté une résolution sur les forêts dans un environnement en évolution, le renforcement de la coopération et la coordination des politiques et programmes intersectoriels, et les contributions régionales et infrarégionales. Les délégués ne sont pas parvenus à un accord sur une décision concernant le financement de la GDF, et ont décidé de transmettre le texte de négociation entre crochets à la session suivante du Forum.

**FNUF 9:** La FNUF 9 a eu lieu du 24 janvier au 4 février 2011 à New York et a lancé l'Année internationale des forêts 2011. Le Forum a adopté par acclamation une résolution sur les forêts au service des populations, des moyens de subsistance et de l'élimination de la pauvreté qui portait, entre autres sur: les procédures d'évaluation des progrès; le renforcement de la coopération régionale et infrarégionale; une meilleure coopération, y compris avec les Grands groupes; et les MMCE pour la GDF, notamment le processus du GSE sur le financement des forêts.

**FNUF 10:** La FNUF 10 s'est déroulée du 8 au 19 avril 2013 à Istanbul, en Turquie. Parmi les points examinés, les délégués ont adopté la « Résolution sur les questions nouvelles, les MMCE et le Fonds d'affectation spéciale du FNUF », par laquelle il a été décidé que l'efficacité de l'AIF serait évaluée en 2015, et un GSE intergouvernemental à composition non limitée a été établi pour examiner les résultats et l'efficacité de l'AIF. La résolution énonçait les éléments à inclure dans l'examen et stipulait que l'examen devrait comporter les éléments suivants: les contributions transmises par les pays, le PCF, ses membres et d'autres organisations et parties prenantes concernées; une évaluation indépendante de l'AIF; et un GSE chargé de l'examen de l'AIF.

**FNUF 11:** La FNUF 11 s'est tenue du 4 au 15 mai 2015 à New York. Le Forum a transmis à l'ECOSOC une résolution recommandant, entre autres: de renommer l'IJNC « Instrument des Nations Unies sur les forêts »; que l'AIF soit renforcé et prorogé jusqu'en 2030; que l'AIF soit composé du FNUF et ses États membres, du Secrétariat du Forum, du PCF, du Réseau mondial de facilitation du financement forestier (G3FNet) et du Fonds d'affectation spéciale du FNUF; de décider d'établir des priorités claires pour le Réseau dans le Plan stratégique de l'AIF pour la période 2017-2030; et de convoquer un GSE intergouvernemental à composition non limitée pour élaborer des propositions portant sur le remplacement des références aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans l'Instrument des Nations Unies sur les forêts par des références adéquates aux Objectifs de développement durable (ODD) et leurs cibles, le Plan stratégique pour la période 2017-2030, et le programme quadriennal de travail (PT4) pour la période 2017-2020.

L'ECOSOC a approuvé les recommandations de la FNUF 11 le 22 juillet 2015 par sa Résolution 2015/33, et l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a rendu effectifs les changements recommandés par le Conseil le 22 décembre 2015 à travers la résolution 70/199.

## COMPTE-RENDU DE LA PREMIÈRE SESSION DE LA FNUF 12

Dans la matinée du lundi 25 avril, Srećko Juričić (Croatie), Vice-Président du Bureau du FNUF, a convoqué la première réunion de la FNUF 12 en expliquant que le seul objectif de cette courte session était d'élire les nouveaux membres du Bureau du FNUF. Il a annoncé que le Groupe des États d'Asie et du Pacifique a nommé Wu Zhimin (Chine), que le Groupe des États d'Europe orientale a nommé Tomas Krejzák (République tchèque), que le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a nommé Clarissa Souza Della Nina (Brésil), que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États a nommé Peter Besseau (Canada), et que le Groupe des États d'Afrique n'a pas encore présenté de nomination.

La réunion a été élue par acclamation les candidats désignés, Besseau occupant les fonctions de Président avec les autres membres comme Vice-Présidents. Il a été convenu que lorsque le Groupe des États d'Afrique aura désigné un candidat, cette personne pourra siéger au Bureau de façon provisoire jusqu'à son élection officielle en début de session à la FNUF 12 en mai 2017.

La réunion a été close à 10h15.

## COMPTE-RENDU DE LA GSE 1

Dans la matinée du lundi 25 avril, le nouveau Président du Bureau de la FNUF Peter Besseau a ouvert la réunion et a annoncé la nomination de deux Co-Présidents du GSE, Hans Hoogeveen (Pays-Bas) et Gholamhossein Dehghani (Iran), qui ont été élus par acclamation.

Le Co-Président Hoogeveen a déclaré que le GSE doit s'efforcer de franchir un troisième cap en faveur des forêts, après l'adoption de l'instrument des Nations Unies sur les forêts et la mise en place du G3FNet, à savoir l'adoption du Plan Stratégique de l'AIF pour la période 2017-2030. Il a indiqué qu'il incombe au GSE d'élaborer des propositions sur: le remplacement de la référence aux OMD dans l'instrument sur les forêts par des références appropriées aux ODD; le Plan stratégique pour la période 2017-2030; et le PT4 pour la période 2017-2020.

Le Co-Président Dehghani a exhorté la réunion à faire du Plan stratégique un cadre pratique apte à être appliqué sur le terrain. Il a souligné le besoin d'exploiter et d'optimiser le potentiel du G3FNet pour soutenir les activités, et de collaborer étroitement avec les mécanismes de financement tels que le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Manoel Sobral Filho, Directeur du Secrétariat du FNUF, a indiqué que pour faciliter les travaux du GSE, le Secrétariat: a engagé des experts dans la préparation d'un document contextuel sur les composantes du Plan stratégique; a convoqué un groupe d'experts pour discuter des éléments du Plan stratégique à envisager; et a organisé un forum public en parallèle du groupe d'experts pour échanger des perspectives et des idées sur les actions requises pour promouvoir la GDF dans le contexte des ODD et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Il a également mis en exergue: les ODD relatifs aux forêts et leurs indicateurs; les dispositions relatives aux forêts dans l'Accord de Paris; la résolution de l'AGNU relative au FNUF; quatre nouveaux postes au Secrétariat; le lancement des opérations du G3FNet, y compris deux ateliers nationaux et trois ateliers régionaux de renforcement des capacités, et la préparation de propositions de projets pour les bailleurs de fonds multilatéraux concernant le Cameroun et le Sénégal; l'engagement du Secrétariat avec le FVC et le FEM; et l'édition 2016 de la Journée internationale des forêts.

Peter Csoka, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), s'exprimant au nom de René Castro Salazar, Président du PCF et Directeur général adjoint de la FAO, a souligné l'importance des forêts dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'ODD 6 (« Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ») et l'ODD 15 (« Gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ») qui concernent directement les forêts. Il a mis en lumière le fait que les forêts seront essentielles à la concrétisation de 14 des 17 ODD et de plusieurs cibles des ODD 6 et 15 (6.6; 15.1; 15.2; et 15.b). Il a souligné que le Plan stratégique sera un outil central pour révéler le potentiel des forêts à soutenir la mise en œuvre des ODD, et que le GSE est en mesure d'en identifier les aspects clés.

Le Co-Président Hoogeveen a présenté l'ordre du jour proposé pour la réunion (E/CN.18/2016/AHEG/1) et l'organisation provisoire des travaux, qui ont été adoptés sans amendement.

Le délégué des Pays-Bas, s'exprimant au nom de l'Union européenne (UE), a estimé que la réunion doit établir clairement les éléments clés du Plan stratégique et du PT4 pour la période 2017-2020, y compris une table des matières et une proposition de calendrier pour la mise en œuvre. Il a souligné le besoin d'établir clairement les produits attendus de la GSE 2, et de donner « suffisamment d'orientations » au Bureau pour qu'il puisse fixer les modalités du Plan stratégique, en prenant appui sur l'expertise du PCF.

### TÂCHES DU GROUPE D'EXPERTS

Lundi matin, les membres du GSE ont entendu et examiné des présentations concernant le document de travail sur les éléments qu'il est suggéré d'inclure dans le Plan stratégique, ainsi que le résultat de la table ronde d'experts sur le Plan stratégique convoquée en mars 2016. De lundi après-midi à mardi matin, ils ont entamé les discussions sur: les approches stratégiques et actions nécessaires pour atteindre les objectifs de l'AIF, y compris la mission, la vision, la stratégie de communication et les buts et cibles potentiels du Plan stratégique; et les suggestions pour le PT4 pour la période 2017-2020. De mardi après-midi à mercredi, la discussion s'est tournée vers les éléments du « cadre d'examen de la mise en œuvre » du Plan stratégique. Mercredi après-midi, le GSE a discuté et pris note du projet de synthèse des Co-Présidents de la GSE 1.

### DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES « ÉLÉMENTS QU'IL EST SUGGÉRÉ D'INCLURE DANS LE PLAN STRATÉGIQUE POUR LA PÉRIODE 2017-2020 »:

Stephanie Caswell, consultante indépendante, a présenté un document contextuel sur les « Éléments qu'il est suggéré d'inclure dans le Plan stratégique pour la période 2017-2020 ». Elle a suggéré que le Plan stratégique contienne: des déclarations relatives à la mission et à la vision de l'AIF; une introduction rappelant le contexte; une « approche stratégique » alignée sur les cinq objectifs de l'AIF et intégrant les objectifs, buts, cibles et mesures existants en matière de forêts; un cadre de mise en œuvre; et un cadre d'examen. Elle a suggéré qu'à défaut de les inclure dans le corps du Plan stratégique, les annexes pourraient inclure les 17 ODD; les cibles de l'ODD 15 et la cible 6.6; les actions prioritaires; une stratégie et des éléments clés de communication; l'actuel PT4; et des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis sur les cibles du Plan stratégique.

### RÉCAPITULATIF DES DISCUSSIONS DE LA TABLE RONDE D'EXPERTS SUR LE PLAN STRATÉGIQUE

**DE L'AIF:** Toshimasa Masuyama, du Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche, a présenté un récapitulatif des discussions de la table ronde d'experts sur le Plan stratégique de l'AIF, qui s'est réunie à Tokyo, au Japon, du 7 au 11 mars 2016. Il a expliqué que la table ronde a spécifiquement examiné et échangé des points de vue sur trois aspects: les déclarations possibles relatives à la mission et la vision; une table des matières possible pour le Plan; et des objectifs et cibles potentiels, ainsi qu'un éventuel cadre de mise en œuvre du Plan. Il a présenté un tableau illustré, élaboré par le groupe d'experts et articulé autour de six objectifs possibles, alignés sur les cinq objectifs de l'AIF et incorporant les 4 OEF, ainsi que la cible 15.2 des ODD et les MMCE.

### DISCUSSIONS SUR LES APPROCHES STRATÉGIQUES ET LES ACTIONS REQUISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE L'AIF:

À l'ouverture de la discussion générale sur ce point, la Chine a souligné que le Plan stratégique devrait être axé sur la mise en œuvre et fournir des orientations pour les gouvernements nationaux. Le délégué a instamment demandé que le Plan s'attaque à la fragmentation politique qui existe à tous les niveaux. L'UE a affirmé que la cohérence doit être au centre du Plan stratégique, et a souligné qu'il faut éviter la fragmentation des politiques mondiales relatives aux forêts.

L'Indonésie a souligné le besoin d'améliorer la cohérence entre le FNUF et les institutions qui établissent les cibles à inclure dans le Plan stratégique. L'Inde a souligné que le Plan stratégique doit établir une stratégie claire en matière de mise en œuvre. La Suisse a plaidé pour un Plan stratégique simple et concis, qui communique au monde la fonction et les objectifs de l'AIF.

Le Canada a fait observer la place centrale et crédible des forêts dans les discussions internationales en cours, y compris celles qui ont trait aux programmes relatifs au changement climatique et au développement durable, et a exhorté le GSE et le FNUF à saisir cette opportunité sans précédent.

La consultante indépendante Caswell a admis qu'il est important d'être brefs, mais a signalé la tension qui existe habituellement entre brièveté et ambition.

Le Chili a souligné l'importance des communications et du renforcement des capacités. Les États-Unis ont soutenu l'appel à la simplicité et à l'utilité lancé par la Chine, et ont exhorté les participants à se concentrer sur le rôle à donner au FNUF et sur la définition de ce que le FNUF peut faire.

La Commission européenne a estimé que le Plan stratégique doit être « attractif, efficace et effectif », et qu'il doit montrer clairement sa valeur ajoutée par rapport au Programme 2030, à l'Accord de Paris, à la Convention sur la diversité biologique (CDB), ainsi que les raisons pour lesquelles l'AIF constitue une contribution à leurs processus.

Le consultant indépendant Ivan Tomaselli est convenu avec les États-Unis que le Plan stratégique doit être conçu comme un outil d'organisation et un ensemble de priorités.

Le Brésil a estimé que le Plan stratégique et le PT4 devraient contenir des indications claires relatives aux MMCE.

La consultante indépendante Caswell a indiqué que l'une des questions centrales pour le GSE est la façon de répartir les contenus entre le Plan stratégique et le PT4, dans la mesure où garder le Plan concis et puissant supposera d'inclure plus de détails dans le PT4.

**Titre du Plan stratégique:** La République de Corée a appelé à identifier d'abord le nom du Plan stratégique, pour se pencher ensuite sur sa mission. Le délégué a proposé, avec le soutien du Chili, de la Chine, de l'UE, de l'Inde et de la Suisse, « Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts ». Caswell a estimé que le titre proposé serait un bon départ pour renforcer le profil de l'AIF.

La Zambie, avec le soutien de l'Inde, a demandé d'indiquer dans le titre la période de mise en œuvre du plan. L'Ukraine a plaidé pour le titre « Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts pour la période 2017-2030 ». La Zambie a suggéré d'enlever la mention « des Nations Unies », ce qui a soulevé une objection de la part de l'Inde.

**Mission et vision:** L'UE, soutenue par la Suisse, a suggéré d'établir les déclarations de mission et de vision après avoir identifié les objectifs et les cibles du Plan stratégique. Les délégués ont suggéré comme déclaration de mission: « En faveur des générations présentes et futures: promouvoir le dialogue politique et encourager la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle pour la réalisation de la gestion durable de tous les types de forêts; contribuer à la mise en œuvre intégrée du Programme 2030, y compris les ODD; enrayer la déforestation en coopération avec d'autres secteurs politiques et prévenir la dégradation des forêts; et renforcer l'engagement politique à long terme pour tous ces objectifs ».

Le Brésil a proposé « Renforcer la coopération, la coordination et l'engagement politique à tous les niveaux pour promouvoir la mise en œuvre de la GDF ».

Concernant la vision, l'UE a proposé « Un monde où les forêts sont durablement gérées, contribuent au développement durable et profitent à tous ». Le Brésil a proposé « Les forêts du monde sont protégées et gérées de manière durable, et produisent des avantages économiques, sociaux et environnementaux pour tous ». La Suisse a suggéré « Les forêts sont protégées, utilisées et restaurées de façon durable, et leurs services sont reconnus et valorisés par tous ». Le Chili a proposé « Les écosystèmes forestiers offrent des avantages multiples qui constituent la base de la GDF ».

Le Grand groupe des enfants et des jeunes a suggéré de prendre appui sur la Vision de la jeunesse inscrite dans la Déclaration de Durban à l'issue du XIVe Congrès forestier mondial sur les forêts.

Les Tuvalu ont proposé d'inclure un libellé sur le respect des droits des peuples autochtones et autres occupants des forêts.

Le Co-Président Dehghani a indiqué que la mission et la vision doivent être claires et évidentes, et non ouvertes à diverses interprétations.

**Objectifs et cibles:** L'UE a soutenu les six objectifs proposés par la table ronde d'experts de Tokyo comme une « bonne base » de discussion, en clarifiant qu'il y a beaucoup de cibles sous chacun de ces objectifs, et qu'un ordre de priorité va devoir être établi.

Le Brésil, avec le soutien de l'Ukraine, a déclaré qu'il ne pouvait pas soutenir de nouveaux objectifs et cibles en plus des ODD et des OEF existants, notamment des objectifs dans le cadre du programme REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et conservation des stocks de carbone existants, gestion durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestiers) ou relatifs aux puits de carbone.

L'organisation International Family Forestry Alliance a estimé que le Plan stratégique devrait: reconnaître le rôle des Grands groupes dans le processus du FNUF; souligner le rôle des petits et moyens producteurs agricoles et de leurs organisations dans les secteurs agricole et forestier; comprendre des cibles et des indicateurs concrets et mesurables permettant des évaluations périodiques des progrès accomplis et des réussites; mettre en exergue les niveaux national, régional et infrarégional; et souligner que l'axe primaire de suivi doit se situer au niveau régional.

Les États-Unis, avec le soutien de l'UE et de la Suisse, ont proposé d'utiliser le tableau élaboré par le groupe d'experts de Tokyo comme base de discussion.

La Suisse a présenté une proposition de format, de descriptif et de contenu à envisager pour le Plan stratégique sur la base du format du Plan stratégique 2016-2021 de la Convention Ramsar sur les zones humides, adopté lors de sa 12<sup>e</sup> Conférence des Parties en 2015.

L'Allemagne a souligné le besoin d'un Plan stratégique pour définir des produits concrets, attirer des acteurs externes pour collaborer avec le FNUF et fournir des objectifs directeurs concrets aux organisations membres du PCF. La Suisse a souligné le besoin de coordination entre les gouvernements nationaux, en rappelant aux participants que ce sont les mêmes gouvernements qui travaillent au sein du FNUF, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la CDB, et que ces processus « ne sont pas censés être des mondes séparés les uns des autres ».

Concernant le calendrier des cibles du Plan stratégique, la Zambie a signalé les différents calendriers applicables aux objectifs et cibles relatifs aux forêts, comme celui des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, qui prennent fin en 2020.

Le Japon a signalé la souplesse des calendriers applicables aux cibles des ODD, et le Japon et la Chine ont suggéré que le Plan stratégique permette une telle souplesse de façon à ce que les calendriers d'origine puissent être utilisés pour les cibles déjà définies ailleurs.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a remis en question l'échéance de 2030 pour le Plan stratégique, au regard de la volatilité des dynamiques en matière de changement climatique et de contextes sociaux.

Les États-Unis ont souligné le besoin de souplesse dans les cibles du Plan stratégique pour permettre d'inclure les États qui ne sont pas signataires d'autres processus relatifs aux forêts.

Concernant le champ d'application des cibles du Plan stratégique, la Suède a demandé si celles-ci devraient inclure des cibles dépassant les OEF, les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, les ODD et les cibles liées au climat.

La Chine a soutenu l'inclusion de cibles étrangères au FNUF dans le Plan stratégique, mais a estimé qu'il est nécessaire d'expliquer ce que le FNUF peut apporter de nouveau à ces cibles.

Le Japon a suggéré que de nombreuses cibles relatives aux forêts pourraient être établies dans le cadre de l'objectif sur l'amélioration des avantages économiques, sociaux et environnementaux découlant des forêts.

L'Iran a souligné le besoin de mettre en lumière les interconnexions avec le Programme 2030, le Plan d'action mondial pour les forêts, l'Accord de Paris, et les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Le délégué a également appelé à aborder dans le Plan stratégique les questions émergentes comme les tempêtes de poussière.

L'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) a rappelé aux membres du GSE le rôle qui est celui du PCF, à savoir de fournir un conseil scientifique et technique au FNUF, et a suggéré que ce rôle soit établi comme composante clé du Plan stratégique.

La Banque mondiale a souligné l'importance d'examiner les impacts des autres secteurs sur les forêts, y compris l'agriculture et l'extraction minière. Le FEM a souligné que ces objectifs et cibles sont alignés sur les quatre OEF.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a appelé à prendre en compte les difficultés identifiées par la FNUF 11 lorsqu'elle a conçu le Plan stratégique, y compris le manque de ressources et l'absence de coopération entre les parties prenantes.

**Stratégie de communication:** La Suisse s'est dite préoccupée de voir dans l'organisation des travaux la mention d'une stratégie de communication comme partie intégrante du Plan stratégique. La déléguée a suggéré que le Plan est déjà un outil de communication, et qu'il n'est donc pas nécessaire d'avoir une stratégie de communication en soi, mais plutôt un document de bonne qualité à communiquer. L'UE a soutenu cette suggestion en estimant que la communication du Plan et du PT4 devraient s'appuyer simplement sur les réseaux de communication existants.

La Chine, soutenue par l'Inde et les États-Unis, a instamment invité la réunion à formuler le Plan d'abord, pour se préoccuper ensuite d'une éventuelle stratégie de communication. Le délégué a estimé que le Plan devrait être conçu comme un document public, et que la stratégie de communication devrait quant à elle être un document interne.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a estimé qu'une éventuelle stratégie de communication devrait débuter par une analyse exhaustive des parties prenantes; utiliser les réseaux de communication existants; et donner aux Grands groupes un rôle central dans la sensibilisation à l'instrument des Nations Unies sur les forêts.

Le Grand groupe des enfants et des jeunes a demandé à être impliqué dans la conception de la stratégie de communication du Plan stratégique.

**Programme quadriennal de travail pour la période 2017-2020:** L'UE a suggéré de définir des objectifs stratégiques avant de décider du PT4. Les États-Unis ont approuvé, en indiquant que le PT4 pourrait apporter un niveau de détail supplémentaire au Plan stratégique.

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) a souligné que le PT4 doit prendre en compte les interconnexions entre les sessions du FNUF, le PCF et le G3FNet. Le délégué a appelé à une coordination solide entre le Plan stratégique, le PT4 et le plan de travail du PCF.

La FAO a souligné le besoin d'aligner le PT4 sur l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) conduite par la FAO et sur les processus d'établissement de rapports des ODD.

Le Canada a indiqué que le PT4 devrait identifier des méthodes permettant aux membres du GSE de travailler ensemble pendant la période intersessions, y compris d'éventuelles structures et des modalités pertinentes.

L'IUFRO a signalé que le PT4 pourrait inclure des détails concernant l'interface science-politique pour permettre à la communauté scientifique de fournir effectivement l'information requise.

La Chine a proposé que le PT4: cherche à améliorer l'AIF en suivant les recommandations de la FNUF 11; achève la transformation du FNUF; améliore les mécanismes de travail du PCF; établit un lien entre l'AIF et les ODD; identifie les thèmes des prochaines sessions du FNUF; et identifie les ressources nécessaires pour chaque composante de l'AIF, ainsi que la fonction de ces composantes.

L'Indonésie a estimé que les ODD pourraient figurer parmi les « éléments urgents » du PT4, qui pourraient être reliés aux efforts du PCF visant à intégrer et à coordonner l'établissement de rapports dans le cadre du FNUF. Le délégué a suggéré que le PCF envisage de préparer une contribution au processus de mise en œuvre des ODD.

L'UE a estimé que le PT4 devrait contenir une liste claire des principales actions à conduire et identifier les acteurs qui en seront responsables. Le délégué a souligné que le PT4 devrait être aligné sur le suivi thématique des ODD et du Programme 2030, à travers l'ECOSOC.

L'Allemagne a indiqué qu'elle n'a « pas arrêté de position » concernant le PT4, mais a suggéré qu'il devrait prévoir: des travaux d'amélioration et de renforcement du PCF; la définition des éventuels produits à attendre des Grands groupes; l'opérationnalisation du G3FNet; et, en réponse à l'Accord de Paris, la façon de rendre cohérent le rôle des forêts dans le contexte climatique et la mise en œuvre des ODD.

**Actions prioritaires:** Les délégués ont envisagé: si les actions prioritaires devaient découler uniquement de l'instrument des Nations Unies sur les forêts et des autres cibles existantes relatives au forêts, ou bien inclure également des actions négociées ultérieurement; et si les actions prioritaires devaient être placées dans le Plan stratégique ou dans le PT4.

Concernant le placement le plus approprié pour les actions prioritaires, l'UE, les États-Unis, le Canada, la Finlande, l'Inde, la Suède et la Croatie ont soutenu l'inclusion des actions prioritaires dans le PT4, afin de garder le Plan stratégique concis et peu détaillé. La Suisse et le Japon ont instamment plaidé pour l'inclusion des actions prioritaires dans le Plan stratégique ainsi que dans le PT4, le Japon estimant qu'il est impératif de « revitaliser le FNUF » pour passer d'un « lieu où parler boutique » à un organe de coordination plus substantiel.

Concernant l'inclusion de nouvelles actions prioritaires, autres que celles déjà décidées dans le cadre de l'instrument des Nations Unies sur les forêts, du FNUF et d'autres processus relatifs aux forêts, la Finlande et l'Inde ont mis en garde contre une multiplication excessive des nouvelles actions. Les Philippines ont souligné l'importance de saisir les inquiétudes régionales, et la Suède et l'Ukraine ont instamment plaidé pour laisser une certaine flexibilité permettant d'inscrire les actions nationales et régionales dans le cadre des actions prioritaires.

Concernant le contenu des actions prioritaires, les Philippines ont exhorté les délégués à examiner, entre autres, la ressource en eau, les peuples autochtones, et les femmes et les enfants, tandis que les États-Unis ont demandé l'inclusion des questions de transparence et de gouvernance. La Finlande a appelé à l'inclusion, entre autres, de la gouvernance forestière, du rôle des Grands groupes, et du financement du secteur privé. Le Chili a proposé d'inclure les aires protégées, la participation des communautés locales et autochtones à la conservation des forêts, et le renforcement des capacités pour réaliser la GDF. L'Inde a souligné le caractère central de la mobilisation des ressources pour la GDF.

L'Allemagne a suggéré d'utiliser le tableau de Tokyo comme base de discussion. Le délégué a signalé les objectifs 5 et 6 du tableau de Tokyo, relatifs à la cohérence et au cadre de gouvernance, et a souligné l'importance d'autres éléments comme le renforcement des opérations du PCF et les interconnexions entre les cibles.

La Chine a présenté deux options: porter le Plan stratégique jusqu'au niveau 2 (les cibles) et identifier ensuite les actions prioritaires dans le PT4; ou conserver la proposition actuelle sur 3 niveaux (y compris les actions prioritaires) et ne détailler que des activités spécifiques dans le PT4.

La République de Corée a signalé que le Plan stratégique devrait rester conceptuel et ne pas être trop spécifique. Le délégué a ajouté qu'il devrait inclure les ODD et le FEM, car le monde veut comprendre le rôle des forêts dans la réalisation des ODD.

Le FEM a expliqué que le PCF entreprend déjà des actions pour renforcer ses opérations et que le plan de travail du PCF est en cours d'élaboration, et qu'il est susceptible de créer des possibilités d'alignement avec le Plan stratégique.

L'OIBT a souligné le besoin d'inclure des actions pour soutenir: la création d'environnements propices au financement; et un meilleur accès au financement.

La Finlande, avec le soutien de l'Allemagne, a invité les experts à examiner attentivement ce qui rendra « stratégique » le Plan stratégique. La déléguée a signalé que les ODD donnent au FNUF l'occasion de se rendre plus visible dans le nouveau terrain d'action international, et que le Plan stratégique devrait donc mettre en lumière les questions qui se recoupent avec le Programme 2030, y compris l'égalité de genre, l'éradication de la pauvreté, les partenariats, et la participation, notamment celle des peuples autochtones et de la société civile.

La Banque mondiale a appelé à intégrer les domaines d'action dans le Plan stratégique, qui devra être un outil efficace de communication avec la communauté politique.

La Suisse a proposé de grouper les cibles du Plan stratégique. La déléguée a soutenu la proposition de la Chine visant à inclure des actions générales dans le Plan stratégique et des activités pertinentes dans le PT4. Elle a suggéré que le Plan stratégique aborde le rôle des forêts dans la lutte contre le changement climatique.

Le Brésil a exprimé son soutien à l'élaboration d'un Plan stratégique conceptuel qui pourrait identifier les objectifs, cibles et indicateurs internationaux existants en relation aux forêts, et les présenter de façon claire et concise, pour donner une vision d'ensemble.

L'Ukraine a suggéré que les Co-Présidents: rédigent le Plan stratégique et le PT4; organisent ensuite des consultations en ligne; puis en discutent plus avant avec les experts du GSE.

L'UE a proposé deux domaines supplémentaires d'actions prioritaires: la création d'un environnement propice à l'investissement et à l'engagement du secteur privé, y compris les petits exploitants; et la promotion de l'engagement des Grands groupes aux niveaux national et mondial.

La Nouvelle-Zélande a suggéré des aspects qui rendraient effectivement « stratégique » le Plan stratégique: l'ambition, la vision, l'engagement et le traitement des lacunes existantes. La déléguée a proposé de le nommer « Plan stratégique du FNUF sur les forêts » et de l'assortir d'un calendrier.

L'Iran a signalé que d'autres ODD pourraient figurer dans le Plan stratégique, comme l'ODD 1 sur l'éradication de la pauvreté et l'ODD 17 sur les MMCE.

**COMPOSANTES DU « CADRE D'EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE » DU PLAN STRATÉGIQUE DE L'AIF:** Le Co-Président Hoogeveen a demandé à la consultante indépendante Caswell d'introduire ce thème en résumant la section correspondante du document de travail. Caswell a

indiqué que le document prévoit que le cycle d'établissement des rapports nationaux pour l'instrument des Nations Unies sur les forêts devrait prendre en compte l'échéancier du processus quinquennal de collecte et de publication des données pour les futurs rapports FRA (FRA 2020, 2025 et 2030), et éventuellement être synchronisé avec ce calendrier. Concernant les rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions et décisions du FNUF, elle a précisé que le niveau de référence peut être fixé à n'importe quelle date mais qu'il serait judicieux de le fixer en 2015, date à laquelle les résolutions et la Déclaration ministérielle de la FNUF 11 ont été adoptées. Concernant les examens du Plan stratégique, elle a indiqué qu'il existe deux options: un examen à la fin de chaque PT4 en 2020, 2024 et 2029, ou un examen dans le cadre des évaluations de l'efficacité de l'AIF à mi-parcours et à terme, en 2024 et en 2030.

**Ressources requises pour la mise en œuvre du Plan stratégique et du PT4 de l'AIF:** Le Brésil a indiqué que le SER devrait être volontaire, compte tenu des ressources disponibles. Le délégué a signalé la charge imposée aux pays en développement en matière d'établissement de rapports pour le compte de plusieurs organisations sur des questions associées aux forêts. Il a suggéré, avec le soutien de l'Argentine, que le Plan stratégique comporte une mention des MMCE pour chaque objectif et chaque cible. Le Co-Président Hoogeveen a suggéré d'inclure, à côté de chaque objectif et cible, une colonne séparée indiquant les ressources. Les États-Unis ont signalé que cette idée avait été discutée à Tokyo, et que la résolution de la FNUF 11 appelle à fixer les ressources requises pour chaque PT4.

**Priorités pour le Réseau mondial de facilitation du financement:** Le Co-Président Hoogeveen a demandé à la consultante indépendante Caswell d'introduire ce thème en résumant la section correspondante du document de travail. Caswell a indiqué que le document de travail propose cinq priorités pour le G3FNet: augmenter la capacité des pays et les aider, sur leur demande, à accéder aux fonds dédiés aux forêts existants ou émergents, y compris le FEM et le FVC, et d'autres opportunités de financement, aux fins de la mise en œuvre de la GDF; augmenter la capacité des pays et les aider, sur leur demande, à concevoir des plans et stratégies de financement et d'investissement forestiers pour mobiliser des ressources en faveur de la GDF; identifier des moyens d'assurer une meilleure coordination entre les instruments et mécanismes de financement forestier existants et émergents; et conseiller les pays, sur leur demande, en ce qui concerne le cadre de politiques, de mesures d'incitation et de réglementations nécessaire à la création d'un environnement propice pour attirer l'investissement du secteur privé, des communautés locales et autochtones, et des autres propriétaires et gestionnaires forestiers dans la GDF; et servir de lieu d'échange d'information sur les opportunités de financement existantes, nouvelles et émergentes, et d'outil de partage des enseignements et des meilleures pratiques tirés des projets réussis.

L'UE a indiqué que le G3FNet doit jouer un rôle « primordial » dans l'aide à la mobilisation de ressources pour la GDF, et que le Plan stratégique devrait définir clairement des priorités centrées sur le renforcement des capacités pour la planification stratégique du financement forestier et pour la mobilisation efficace des ressources au niveau national dans les pays ayant des besoins et des circonstances particulières. Le

délégué a appelé le G3FNet à améliorer la coordination entre les divers aspects des MMCE du Programme 2030, des Conventions de Rio et d'autres processus compétents. Il a suggéré de conduire, pendant la deuxième étape du Plan stratégique, une initiative des organisations ou des pays (CLI) pour identifier les difficultés et opportunités majeures dans l'accès aux principales sources de financement.

Le Grand groupe des agriculteurs a souligné que, lors de ses travaux pour identifier les nécessités de financement du secteur privé, le G3FNet devrait définir le « secteur privé » en question de façon à y inclure les petits et moyens producteurs de produits agricoles et forestiers. Le délégué a soutenu l'idée avancée par l'UE d'une CLI pour étudier les difficultés et opportunités majeures dans l'accès aux principales sources de financement, mais a demandé expressément qu'elle soit convoquée le plus tôt possible, plutôt que d'attendre la deuxième étape du Plan stratégique, de façon à ce qu'elle puisse éclairer le premier PT4.

Le Chili a indiqué que les ressources devant être identifiées sont celles qui sont directement relatives au Plan stratégique, notamment pour les pays en développement cherchant à l'appliquer. Avec le soutien de l'Ukraine, la déléguée a estimé que le renforcement des capacités est la priorité absolue du G3FNet. La Suisse a averti que, si le renforcement des capacités est sans doute requis, le FNUF reste essentiellement un forum politique.

La Chine, avec le soutien des États-Unis et de l'Allemagne, a souligné que le G3FNet n'est pas une entité donatrice ni un mécanisme de financement, mais plutôt un processus facilitateur. Citant la résolution de la FNUF 11, le délégué a suggéré de charger le G3FNet: de prêter assistance aux États membres dans la conception et l'application de projets financés par des sources financières existantes et émergentes; de prêter assistance aux États membres dans l'élaboration de stratégies nationales de financement pour les forêts; de renforcer la capacité des États membres à dégager et à utiliser les financements; et de collecter et partager des informations sur le financement forestier, y compris en établissant une base de données sur le financement dédié aux forêts.

L'Allemagne a suggéré qu'aider les pays en développement à préparer des propositions de projets va au-delà de la simple idée de facilitation. Le délégué a instamment invité les participants à envisager les cibles spécifiques qu'ils veulent atteindre, comme par exemple la levée de tous les obstacles au financement des forêts d'ici 2024, et à déterminer à partir de là la meilleure façon pour le G3FNet d'y contribuer. L'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et la Chine, a estimé que le G3FNet devrait catalyser et mobiliser des financements. Le délégué a suggéré de formuler un indicateur pour toute priorité adoptée pour le G3FNet, comme par exemple de garantir l'accès des Grands groupes aux ressources.

Le Directeur du FNUF Sobral Filho a rappelé aux membres du GSE que la résolution 2015/33 de l'ECOSOC prévoit que l'une des fonctions centrales du Forum est de « mobiliser, catalyser et faciliter l'accès aux ressources financières, techniques et scientifiques ». Il a également fait observer que la résolution appelle à établir en 2018 un rapport comprenant des recommandations sur les façons d'augmenter davantage l'efficacité et l'effectivité du processus facilitateur. Il a indiqué que le FNUF n'élabore pas de projets à soumettre à financement mais offre plutôt une assistance, et que si les États membres

veulent fixer des limites à cette assistance, ils devraient être très clairs là-dessus dans les recommandations à l'intention de la FNUF 12.

Le Surinam a rappelé que le processus facilitateur avait fixé comme but à atteindre d'identifier les mécanismes financiers existants et d'aider les pays en développement à y accéder. Le délégué a suggéré que pour atteindre ce but, le G3FNet peut travailler sur quelques projets démontrant la façon d'obtenir l'accès à des financements, et pourrait conduire des études pour montrer comment fournir des ressources aux pays ayant des besoins particuliers, tels que les petits États insulaires en développement. Il a également suggéré que le G3FNet serait mieux envisagé comme un « entremetteur » qui relierait des projets à des sources de financement.

L'Iran a demandé au Secrétariat de fournir une carte des mécanismes de financement actuels dédiés aux forêts.

La FAO a annoncé que le G3FNet va être l'un des éléments clés en discussion lors de la réunion du PCF en juin 2016.

Expliquant que pour obtenir un financement du FVC les organisations doivent être accréditées auprès du FVC, ce qui suppose de satisfaire à beaucoup d'exigences, l'OIBT a appelé le G3FNet à aider les pays en développement à répondre à ces exigences.

Le FEM a rappelé que la FNUF 11 a conclu que le financement existe mais que les pays n'y ont pas pleinement recours ou ne l'utilisent pas entièrement. Signalant que le G3FNet travaille désormais avec le FEM, le délégué a appelé les pays à contribuer de leur côté en établissant de meilleurs mécanismes de coordination au niveau national.

**SER sur la mise en œuvre de l'instrument des Nations Unies sur les forêts et du Plan stratégique de l'AIF:** Le Directeur du FNUF Sobral Filho a signalé que la résolution de l'ECOSOC appelle à consulter les États membres et autres parties concernées sur le cycle et le format du SER dans le cadre du Plan stratégique. La Suisse a noté que le PCF est déjà en train d'étudier la façon d'harmoniser l'établissement de rapports. La déléguée a suggéré qu'il serait difficile d'élaborer un nouveau type de notification sur les forêts sans connaître au préalable le stade atteint par le PCF.

De nombreux experts ont instamment plaidé pour l'utilisation des processus de notification existants et pour la réduction de la charge de rapports à établir, et l'UE a signalé la validité des processus de notification de la FAO, de la FRA, de la CDB, de l'OIBT, de la CCNUCC, de REDD+, de FOREST EUROPE et d'autres processus régionaux.

Le FEM a signalé l'opportunité d'aligner le Plan stratégique et le premier PT4 sur le cycle quadriennal de la FEM-7 qui débute en 2018. La FAO a offert d'aider le Secrétariat à aligner les exigences en matière d'établissement de rapports sur les processus existants de la FAO et d'autres organisations membres du PCF.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a appelé à inclure davantage les Grands groupes dans l'établissement des rapports nationaux pour dresser une vision plus précise de ce qui se passe sur le terrain.

La République de Corée a souligné le besoin de communiquer sur l'importance des forêts pour toutes les parties prenantes, de façon à élaborer des outils pour accomplir le Plan stratégique. Le Japon a appelé à une meilleure utilisation du



processus de notification national du FNUF, et Sainte-Lucie a salué la FRA de la FAO comme une méthode utile pour communiquer les données du SER.

L'Ukraine a souligné la nature volontaire de l'établissement des rapports nationaux, et Sainte-Lucie et les Tuvalu ont souligné l'importance de l'aide financière et technologique pour réaliser le SER. Les Tuvalu ont signalé le besoin de soutenir les Grands groupes de façon à renforcer leurs capacités pour qu'ils puissent contribuer aux efforts de notification au niveau national.

L'IUFRO a signalé qu'elle conduit actuellement l'Initiative d'apprentissage politique au sein du PCF, qui vise à examiner comment les initiatives mondiales se traduisent en politiques au niveau national, et a offert d'en partager les conclusions.

L'Allemagne a indiqué que l'examen du Plan stratégique devrait être un élément futur du cadre d'examen de l'AIF. L'instrument des Nations Unies sur les forêts mérite d'être examiné en détail à cette session, a ajouté le délégué, en signalant qu'il ne s'est pas passé grand chose à son sujet depuis son adoption en 2007.

Le Japon a indiqué que l'établissement de rapports n'est pas un objectif en soi mais un outil. Le délégué a proposé d'ajouter un autre E au SER, pour « Examen » (de la notification).

**Contribution au suivi, à l'examen et à la mise en œuvre des ODD et des cibles du Programme 2030 relatifs aux forêts, dans le cadre du FPHN:** La Suède a noté que les discussions de suivi des ODD sont en cours, et qu'on en aura une vision plus claire à la GSE 2. L'Indonésie a exprimé l'espoir que le FNUF soit plus activement lié au processus du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

L'UE a suggéré de renforcer la mise en œuvre au niveau national en prenant appui sur les synergies, par exemple en alignant les vérifications nationales volontaires du FNUF sur les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) de la CCNUCC.

Le Directeur du FNUF Sobral Filho a expliqué que le Secrétariat n'a pas le pouvoir d'influencer la prise de décisions dans le cadre du processus de suivi des ODD. Le Secrétariat a signalé qu'il a souligné à l'ECOSOC le rôle des commissions fonctionnelles pour les vérifications thématiques dans le cadre du FPHN, dont le FNUF fait partie.

La Suède a exprimé son soutien à la proposition de l'UE de suivre l'exemple des CPDN de la CCNUCC, pour permettre une approche plus ascendante.

La Chine a indiqué que le Plan stratégique offre une bonne occasion d'établir un lien entre le FNUF et les ODD. Le délégué a ajouté que le SER devrait contribuer à cela en portant non seulement sur la mise en œuvre de l'instrument des Nations Unies sur les forêts, mais également sur le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique.

L'Indonésie a souligné que les ODD offrent l'occasion d'élever le profil du FNUF dans la sphère internationale. Le délégué a demandé plus d'informations sur le rôle des commissions fonctionnelles de l'ECOSOC concernant la mise en œuvre et l'examen des ODD, étant donné que le Plan stratégique va incorporer de nombreuses cibles des ODD.

Le Secrétariat du FNUF a indiqué qu'il faut attendre les résultats du FPHN et des négociations sur le processus de suivi et d'examen des ODD, qui se déroulent actuellement sous l'égide de l'AGNU, avant d'évaluer les contributions substantielles du FNUF au processus de suivi des ODD.

Le Surinam a souligné que la CCNUCC et ses CPDN sont axées sur les forêts et le changement climatique. Le délégué a expliqué qu'il existe beaucoup d'autres aspects des forêts, notamment sociaux et économiques. Il a souligné le besoin d'un établissement de rapports cohérent et a souligné l'importance de la dimension régionale du FNUF.

La FAO a souligné que les données forestières contribueront à l'examen des cibles des ODD, dont 13 ont été prises en charge par les membres du PCF.

Le Japon, avec le soutien de l'Iran, a invité le FNUF à réfléchir sur la meilleure façon de contribuer aux examens thématiques du FPHN.

L'Allemagne a souligné que les examens politiques et techniques du FNUF actuellement en cours peuvent contribuer au processus de suivi.

La Finlande a souligné le besoin de ne pas prendre uniquement les ODD en compte, mais plutôt tous les éléments du Programme 2030, y compris la Déclaration et les MMÉ. L'inclusion des parties prenantes est essentielle à la mise en œuvre, a ajouté la déléguée.

**Rôles du FNUF, de ses États membres, du Secrétariat du FNUF, du PCF, du G3FNet, des organisations régionales et infrarégionales, des Grands groupes et des autres parties prenantes:** L'UE a plaidé, entre autres, pour des rôles et priorités clairement définis pour le PCF, et des orientations claires sur la façon dont les processus régionaux vont s'inscrire dans les discussions mondiales.

La Finlande a suggéré la mise en place d'un processus d'examen par des pairs pour comparer les expériences nationales, rassembler les conclusions régionales, et transmettre ces connaissances aux discussions du FNUF.

L'Iran a souligné que le PCF doit préparer son plan de travail en conformité avec le Plan stratégique. La FAO a espéré un Plan stratégique donnant des orientations fermes aux membres du PCF.

Concernant la participation des Grands groupes, la Suède a déploré le niveau insatisfaisant de participation des Grands groupes aux sessions précédentes du FNUF, et le Directeur du FNUF Sobral Filho a reconnu le besoin d'améliorer la participation des Grands groupes, tout en déplorant à son tour la lenteur du processus d'accréditation des représentants des Grands groupes à l'ECOSOC. De nombreux participants ont encouragé le Bureau et le Secrétariat à étudier des méthodes novatrices pour engager toutes les parties prenantes, et la Suède a proposé que les « bons exemples » des autres processus soient compilés, y compris ceux du Programme d'action Lima-Paris dans le cadre de la CCNUCC.

La FAO a indiqué que la participation des Grands groupes devrait se fonder sur l'expertise et les connaissances additionnelles qu'ils représentent, et le FEM a signalé son mode de participation fondé sur l'initiative où les Grands groupes sont invités à coopérer sur des sujets spécifiques.

Le Grand groupe du partenariat sur les forêts a souligné le besoin d'améliorer la capacité des Grands groupes à s'engager au niveau international et à utiliser les cadres internationaux pour « penser globalement, et agir globalement ». Le Grand groupe des enfants et des jeunes a instamment demandé des calendriers concrets présentant la façon dont le FNUF envisage de recueillir les points de vue des parties prenantes absentes aux sessions du FNUF.

L'Indonésie a estimé que la participation des Grands groupes dépend de la pertinence des discussions du FNUF sur les politiques et actions nationales, et a signalé que « la mise en œuvre est le remède ».

#### TABLE DES MATIÈRES DU PLAN STRATÉGIQUE:

Le Co-Président Hoogeveen a demandé à la consultante indépendante Caswell d'introduire ce thème en résumant les propositions du document de travail et de la table ronde d'experts de Tokyo. Caswell a projeté une diapositive montrant les différentes propositions en lice, en expliquant qu'elles sont similaires mais avec une différence notable: la proposition des consultants a opté pour deux sections séparées sur le cadre d'examen et le cadre de mise en œuvre, alors que la proposition du groupe d'experts a combiné les deux sections.

La plupart des membres du GSE ont exprimé une préférence générale pour la table des matières de la proposition des consultants, qui compte six sections dans l'ordre suivant: les déclarations de mission et de vision de l'AIF; l'introduction / la mise en contexte; l'« approche stratégique » (alignée sur les cinq objectifs de l'AIF et intégrant les objectifs/buts/cibles/actions existants liés aux forêts); le cadre de mise en œuvre; le cadre d'examen; et des annexes, selon les besoins.

Cependant, le Japon, soutenu par l'OIBT et l'Allemagne, a signalé que dans le contexte du FNUF les cadres de mise en œuvre et d'examen sont interconnectés, et qu'ils devraient peut-être être traités dans une section unique.

L'UE a suggéré l'ajout possible d'une préface contenant une note introductive du Secrétaire-général des Nations Unies. L'Iran a proposé un préambule sur les leçons apprises, les lacunes existantes et les défis.

La Fédération de Russie a proposé une structure alternative en six chapitres: une introduction; un chapitre décrivant la vision, la mission et la direction stratégique; un chapitre sur le rôle des forêts dans la mise en œuvre du Programme 2030; un chapitre sur l'optimisation du potentiel des actions et des acteurs clés pour assurer la GDF; un chapitre sur la façon de coordonner les différents organes et institutions; et un chapitre sur la vision de la « réussite ».

**Introduction:** L'Ukraine, avec le soutien de la Chine, de la Zambie et de l'Afrique du Sud, a appelé à placer l'introduction en premier, avant la section sur la mission et la vision. Sainte-Lucie a suggéré que l'introduction cite les principes directeurs du Plan stratégique.

**Mission et Vision:** La Chine a instamment demandé que la déclaration de la vision précède celle de la mission.

**Approche stratégique:** Le Ghana a suggéré que cette section comprenne des actions spécifiques sur: la dégradation des forêts; le boisement; le reboisement; les plantations; la gouvernance, y compris les réformes politiques et législatives; le renforcement du rôle des acteurs non-étatiques, notamment ceux qui s'occupent de la gestion forestière; et l'inclusion des forêts dans les comptes nationaux. Le Chili et l'Inde ont souligné le besoin d'aborder les forêts naturelles et les plantations. Le Brésil a suggéré d'identifier « des titres stratégiques forts » sur la base des OEF et des ODD/cibles, et d'établir ce qui doit être accompli dans le cadre de chaque « titre ». De nombreux experts ont suggéré de mentionner les OEF et les ODD dans cette section.

**Cadre de mise en œuvre:** L'UE a suggéré d'ajouter un paragraphe sur les principes généraux pour la mise en œuvre du Plan stratégique, tels que les droits humains, le partenariat mondial, l'autonomisation des femmes et des filles, l'éradication

de la pauvreté, et les droits des peuples autochtones. L'Ukraine a approuvé l'idée d'inclure des principes généraux pour la mise en œuvre.

L'IUFRO a suggéré de faire la distinction entre les objectifs thématiques et les cibles opérationnelles.

L'Inde a appelé à inclure des orientations sur le rôle des réseaux régionaux et infrarégionaux dans la mise en œuvre du Plan stratégique.

Le Chili, l'Iran, l'Inde, la Zambie, l'Afrique du Sud et la Chine ont suggéré d'inclure les MMCE dans cette section, ou dans une nouvelle section à part.

**Cadre d'examen:** L'Iran a proposé d'inclure des orientations sur l'examen à mi-parcours du Plan stratégique, éventuellement en 2025.

**Annexes:** Le Chili a suggéré d'établir une annexe sur les ODD et les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Les Tuvalu ont suggéré d'établir dans une annexe les cibles et toutes les actions pouvant être définies pour le Plan stratégique, annexe qui pourrait être ajustée ou amendée plus facilement selon les besoins au cours de ses 13 ans d'application. L'Ukraine a souligné le besoin d'annexes contenant de brèves descriptions des engagements internationaux sur les forêts, ainsi que des organisations et processus régionaux qui travaillent en soutien au Plan stratégique.

**ACTIVITÉS DE SUIVI:** Mercredi matin, le Co-Président Hoogeveen a informé les membres du GSE des prochaines étapes du processus: les Co-Présidents vont « engager pleinement » tous les pays et parties prenantes dans l'élaboration d'une proposition de Plan stratégique sur la base des contributions de la GSE 1, du tableau de Tokyo, et du document de travail des consultants; les Co-Présidents transmettront aux membres du GSE des « avant-projets » du Plan stratégique et du PT4 en juin 2016; les membres du GSE vont alors disposer d'un mois et demi ou de deux mois pour transmettre leurs commentaires écrits; sur la base de ces commentaires, les Co-Présidents fourniront un « avant-projet » révisé fin août ou début septembre; et l'« avant-projet » révisé constituera la base des discussions de la GSE 2.

Concernant la GSE 2, Hoogeveen a indiqué: qu'elle devrait être convoquée la première ou la deuxième semaine d'octobre 2016; que sa durée sera probablement d'une semaine, qui sera dédiée à travailler et réfléchir sur la proposition des Co-Présidents; et que le lieu reste encore à définir.

Le Directeur du FNUF Sobral Filho a annoncé que la session du Groupe de travail et la session spéciale du FNUF, qui se tiendront l'une après l'autre, et qui sont censées discuter et approuver les propositions du GSE avant de les transmettre à la FNUF 12, se tiendront du 16 au 20 janvier 2017 au Siège des Nations Unies.

La Finlande, les Pays-Bas et la Chine ont annoncé qu'ils contribueront financièrement à la participation des pays et des parties prenantes à la GSE 2, et la Chine a spécifié qu'elle augmentera sa contribution de 100 000 USD.

**SYNTHÈSE DES COPRÉSIDENTS DE LA GSE 1:** Mercredi, le Co-Président Hoogeveen a présenté et soumis à discussion la synthèse des Co-Présidents de la GSE 1, en soulignant que ce n'est pas un texte négocié et que sa vérification vise uniquement à prendre note de changements factuels ou d'éléments de la discussion éventuellement omis dans la synthèse, que les Co-Présidents prendront en considération avant de finaliser le document et de le publier sur la page Internet du FNUF.

La synthèse comprend des sections sur: les points généraux; le titre; la mission et la vision; la stratégie de communication; les objectifs et les cibles; le PT4 pour la période 2017-2020; les actions; le cadre d'examen de la mise en œuvre; la contribution au suivi, à l'examen et à la mise en œuvre des ODD et des cibles relatifs aux forêts du Programme 2030 dans le cadre du FPHN; les priorités du G3FNet; les ressources requises; les rôles du FNUF, de ses États membres, du Secrétariat du FNUF, du PCF, du G3FNet, des organisations régionales et infrarégionales, des Grands groupes et des autres parties prenantes; la table des matières du Plan stratégique; et les activités de suivi.

Les États-Unis, soutenus par le Brésil et l'Inde, ont suggéré d'inclure dans la synthèse une déclaration générale sur les interventions des membres du GSE en soulignant que tous les aspects du Plan stratégique sont volontaires et juridiquement non contraignants.

Concernant les « points généraux », l'UE a signalé que cette section a omis la suggestion d'inclure les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique.

Concernant la section sur le « titre », le Brésil a signalé qu'il avait proposé de faire référence aux OEF.

Dans la section « mission et vision », la Chine a suggéré de couvrir les déclarations de vision proposées avant d'aborder les déclarations proposées pour la mission.

Dans la section « objectifs et cibles », l'UE a signalé que deux objectifs suggérés n'étaient pas repris, un sur les environnements propices au secteur privé, et l'autre sur la promotion de l'engagement des Grands groupes. Le Co-Président Hoogeveen a demandé à l'UE de fournir un texte spécifique au Secrétariat.

Concernant les questions transversales à inclure dans le Plan stratégique, Sainte-Lucie a suggéré qu'il pourrait s'agir d'une liste non limitée. Tout en estimant que la liste des questions transversales pourrait être extensible, le délégué de Sainte-Lucie a néanmoins appelé à ce qu'elle soit approuvée par tous les membres du GSE et qu'elle ne soit pas laissée ouverte à discussion ou interprétation. La Finlande a demandé d'inclure comme questions transversales: les droits humains, le changement climatique, et les « peuples » autochtones, et non pas seulement les communautés. La Fédération de Russie a souligné que seule la participation des parties prenantes « concernées » devrait être considérée comme une question transversale, et s'est opposée à la suggestion finlandaise visant à mentionner les « peuples » autochtones, en mettant en garde contre une « sélection biaisée ».

Dans la section de la synthèse relative au PT4, l'Ukraine a appelé à souligner le rôle des activités aux niveaux régional et infrarégional. Sur les actions à inclure dans le PT4, l'UE a proposé d'en ajouter une relative au renforcement du rôle des Grands groupes.

Concernant les questions transversales à inclure dans le PT4, la Finlande a demandé d'ajouter: le partenariat; la participation; et l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

Concernant les ressources requises, la Finlande a appelé à ajouter une référence à la mobilisation des ressources intérieures. Sur les actions relatives aux MMCE à inclure dans le Plan stratégique et dans le PT4, le Brésil a instamment requis de spécifier les ressources pour chacun des objectifs et chacune des cibles retenus pour le Plan stratégique et pour le PT4.

Concernant l'examen et la mise en œuvre, la Fédération de Russie s'est opposée à inclure la suggestion selon laquelle les CPDN de la CCNUCC seraient un éventuel modèle à suivre pour les examens volontaires.

Concernant les priorités proposées pour le G3FNet, l'Ukraine a estimé que celui-ci ne devrait pas contribuer à augmenter les capacités des États membres pour « utiliser » le financement, mais plutôt pour attirer les financements du secteur privé.

Dans la section sur les rôles des diverses parties prenantes, l'Allemagne a estimé que le PCF devrait engager les parties prenantes au cas par cas. La FAO, s'exprimant pour le PCF, a signalé qu'il est préférable que les membres du PCF se limitent à « soutenir » la mise en œuvre, plutôt qu'ils n'en « assurent la conduite » dans certains domaines. Concernant l'utilisation autant que possible des organisations et processus régionaux existants, l'Inde a appelé à citer explicitement les commissions régionales des forêts de la FAO.

Concernant les « activités de suivi », les États-Unis ont souligné qu'il faudrait consigner le fait que les Co-Présidents vont collaborer avec le Bureau de la FNUF 12 pour identifier les composantes de base du Plan stratégique et du PT4.

### CLÔTURE DE LA RÉUNION

Le Co-Président Hoogeveen a présenté le rapport de la session et celui-ci a été adopté par la GSE 1 avec un amendement éditorial mineur.

Dans les déclarations de clôture, le Directeur du FNUF Sobral Filho a affirmé que le GSE a dépassé les attentes et réalisé des progrès significatifs. Les Co-Présidents Hoogeveen et Dehghani ont remercié les participants pour leur engagement constructif et leur énergie tout au long de la GSE 1, et ont espéré qu'ils viendront dans les mêmes dispositions à la GSE 2.

La réunion a été close à 17h48 le mercredi 27 avril.

### BRÈVE ANALYSE DE LA GSE 1

De nombreux participants sont arrivés à la première réunion du Groupe spécial intergouvernemental d'experts à composition non limitée (GSE 1) avec l'espoir de préparer le chemin d'une nouvelle ère pour le FNUF. La FNUF 11 avait chargé le groupe d'experts d'établir une nouvelle vision pour l'instrument des Nations Unies sur les forêts fraîchement rebaptisé, sous la forme de propositions pour un Plan stratégique qui servirait de guide à l'Arrangement international sur les forêts (AIF) d'ici 2030, et d'un Programme de travail quadriennal (PT4) qui donnerait des ordres clairs pour la période 2017-2020. Quelques jours seulement après la signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques par 175 pays rassemblés dans le même bâtiment, il a été rappelé aux membres du GSE que le FNUF a la chance de pouvoir capitaliser sur cet enthousiasme renouvelé pour les approches mondiales, après la conclusion réussie, depuis la FNUF 11, de l'Accord de Paris, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et du Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA) sur le financement du développement. Les membres du GSE ont été invités à concevoir de façon ambitieuse le rôle que le FNUF pourrait, et devrait, jouer dans le puzzle fragmentaire de la politique forestière mondiale, et la façon dont le FNUF et l'AIF pourraient rejoindre, et influencer, les aspects liés aux forêts des politiques de développement et des priorités de financement qui sont en pleine évolution.

Cette brève analyse évalue les progrès accomplis par la GSE 1 quant à son mandat de jeter les bases d'un nouveau Plan stratégique et d'un PT4, et cherche à déterminer si les délégués ont fait preuve de l'ambition demandée au moment de dégager la voie pour établir un paysage mondial plus cohérent et plus coordonné en matière de politique forestière mondiale.

## **SUR LA VOIE DE LA COORDINATION ET DE LA COHÉRENCE**

Le FNUF a longtemps considéré que sa mission était de coordonner la politique forestière mondiale, d'encourager les divers acteurs et processus chargés des questions de politique forestière à travailler de concert, de tisser des interconnexions, et de promouvoir les synergies. Le Plan stratégique et le PT4 désormais en cours d'élaboration offrent tous deux des opportunités majeures d'accomplir cette mission: ils ont le potentiel d'améliorer la cohérence et la cohésion, de réduire la fragmentation politique, et d'attirer l'attention des tous les acteurs majeurs du domaine des forêts à l'échelon mondial. De fait, les membres du GSE ont suggéré de nommer le plan « Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts », et non pas « Plan stratégique du FNUF sur les forêts », comme beaucoup l'avaient imaginé initialement. De nombreux vétérans des processus de politique forestière qui déploraient depuis longtemps le manque de cohérence au sein de l'AIF ont salué le titre proposé et estimé qu'il constitue un signal « fort » adressé à toutes les institutions chargées des forêts: un Plan stratégique bénéficiant de tout le poids du système des Nations Unies et non cantonné aux composantes de l'AIF.

Les membres du GSE se sont attelés à la tâche de garantir que le Plan stratégique et le PT4 reconnaissent et intègrent les objectifs, les cibles et les actions liées aux forêts convenus dans le cadre d'autres processus internationaux, y compris le Programme 2030, les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique, l'Accord de Paris, et les cibles du FEM pour la gestion durable des forêts. Leur tâche a été facilitée par l'intense travail de préparation mené par le Secrétariat du FNUF, avec entre autres un document de travail complet établi par des consultants et un rapport sur les discussions d'une table ronde d'experts réunie à Tokyo en mars 2016. Durant les discussions du GSE, il est devenu clair que plusieurs experts ressentaient le besoin d'envisager les forêts à l'aune du plus grand nombre possible d'ODD et de cibles, et de souligner le rôle des forêts dans la réalisation des ODD pour: capitaliser sur l'élan et la popularité des ODD; attirer des ressources financières privées parmi celles qui gravitent autour de la mise en œuvre des ODD; et élever le profil du FNUF dans le processus. Cependant, certains se sont demandés si un Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts serait plus cohérent en donnant priorité à d'autres objectifs et cibles en tant que fins en soi, ou en les adoptant comme moyens pour réaliser les quatre Objectifs d'ensemble relatifs aux forêts (OEF) de l'instrument des Nations Unies sur les forêts.

Quoi qu'il en soit, le Plan stratégique cohérent et ambitieux que les experts ont commencé à bâtir pourrait générer des opportunités longtemps attendues par les vétérans du FNUF: l'occasion de voir le Forum s'engager de façon plus proactive dans les autres secteurs ayant des impacts significatifs sur les forêts, notamment l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie et la réduction des risques de catastrophe. Le nouveau format des sessions annuelles du FNUF alternant les questions politiques et techniques avec un Plan stratégique intégrant efficacement les ODD pourrait constituer le véhicule adéquat pour s'engager dans ces secteurs de façon plus effective.

Les discussions de la GSE 1 ont examiné le niveau approprié pour réussir la coordination et la cohérence: par exemple, les ODD vont-ils être incorporés au niveau des objectifs, des cibles ou des actions prioritaires du Plan stratégique? De nombreux participants

ont souhaité ajouter de nouvelles questions transversales, telles que la gouvernance, la mise en application, la coordination intersectorielle et la participation du public, aux quatre OEF et aux cinq objectifs de l'AIF, pour créer les objectifs généraux du Plan.

Il était aussi généralement admis que le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports (SER) du Plan stratégique et du PT4 devraient s'aligner sur les processus de SER existants ailleurs. Alors que de nombreux experts sont convenus du besoin de réduire la charge en matière de notification, d'autres ont averti que la synchronisation des SER peut s'avérer plus facile à dire qu'à faire. Par exemple, si l'Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO présente un cycle et un format prévisibles et connus sur cinq ans, dont il est possible de tirer profit, les échéances du SER des ODD font encore l'objet de discussions et ne sont pas encore connus.

## **SUR LA VOIE DE LA FRAGMENTATION**

Malgré l'existence de nombreux objectifs, cibles et actions liés aux forêts déjà adoptés par divers organes internationaux, il est évident que les quatre OEF de l'instrument des Nations Unies sur les forêts sont uniques. Alors que les autres processus des Nations Unies perçoivent les forêts à travers l'optique du carbone, de la biodiversité et de l'eau, le FNUF, par définition et par nature, est seul à reconnaître la « multifonctionnalité » des forêts. Cet atout a été reconnu tout au long de la réunion, et de nombreux délégués ont réagi pour éviter que les quatre OEF se voient éclipsés ou remplacés par des cibles et actions plus « à la mode ». On peut noter, par exemple, que le GSE a fait peu de cas des objectifs de la CCNUCC relatifs aux forêts, ce qui est peut-être le signe des limitations inhérentes à une vision des forêts réduite à la seule optique du carbone.

Une cause de fragmentation possible, qui demeure hors de portée du Plan stratégique ou du PT4, est la question de la communication et de la coordination au sein des gouvernements. Nombre de participants ont déploré l'absence de coordination et d'échange dans leurs propres capitales, ce qui peut facilement constituer une barrière à la cohérence des politiques aux niveaux infranational, national, régional et mondial. Cette absence de concertation est ressentie comme particulièrement présente en ce qui concerne les forêts, car celles-ci se trouvent souvent aux intersections entre plusieurs priorités, secteurs et institutions nationales.

Les MMCE sont longtemps restés l'une des questions non résolues du FNUF, et le désaccord à ce sujet menace de continuer à agir dans le sens de la fragmentation politique. Un certain degré de satisfaction a néanmoins été exprimé concernant une série de récentes évolutions prometteuses, notamment: la mise en place par la FNUF 11 du Réseau mondial de facilitation du financement forestier (G3FNet) pour aider à faciliter l'accès aux fonds existants relatifs aux forêts; et la récente interaction renforcée avec les processus du FNUF de la part du FEM et du Fonds vert pour le climat (FVC). Il reste à voir dans quelle mesure ces évolutions vont améliorer les MMCE et l'accès au financement pour la GDF.

Le programme de la réunion a mis en évidence un autre aspect qui pourrait continuer à accentuer la fragmentation de la gouvernance forestière, mais la GSE 1 s'est tout juste penchée sur la question de savoir si le Plan stratégique et le PT4 vont réussir à réduire la fragmentation en matière de SER. À mesure que les experts soulignaient le nombre de processus de notification existants concernant les forêts, dont la FAO, la FRA, la CDB, l'OIBT, la CCNUCC, REDD+, FOREST EUROPE et d'autres

processus régionaux, ils ont commencé à prendre conscience de la taille et de la complexité du défi qui consiste à réduire la fragmentation en matière de SER.

### **SUR LA VOIE DE LA GSE 2**

Comme c'est souvent le cas lors de la première session d'un groupe spécial d'experts, la GSE 1 était essentiellement un exercice d'inventaire et de réflexion qui a semblé, en surface du moins, harmonieux, simple et constructif. Beaucoup de détails ont été laissés à l'appréciation de la GSE 2 en octobre 2016, où les experts travailleront sur un véritable texte, l'« avant-projet » de Plan stratégique et de PT4 promis par les Co-Présidents, et où les tensions vont sans doute émerger à mesure que les membres du GSE vont avancer sur la lourde tâche de traduire les aspirations de cette semaine dans des plans d'action et des programmes plus concrets. Les experts vont également devoir traiter des aspects relatifs à leur mandat, qui n'ont été qu'effleurés au cours de leur première réunion, comme le remplacement des mentions relatives aux OMD actuellement présentes dans l'instrument des Nations Unies sur les forêts par des références appropriées aux ODD, la façon dont il faudra en pratique s'aligner sur le processus de SER des ODD, et les MMCE.

La GSE 1 a jeté des bases solides pour un Plan stratégique et un PT4 ambitieux, susceptibles de s'adresser à toute la communauté forestière mondiale, mais seule la GSE 2, et les recommandations qu'elle prépare pour les négociations du Groupe de travail et de la Session spéciale du FNUF en janvier 2017, pourra révéler si le Plan stratégique permettra effectivement de dresser un paysage mondial des politiques forestières plus coordonné et plus cohérent, ou s'il laissera intacte la fragmentation politique actuelle.

## **RÉUNIONS À VENIR**

**Atelier international pour le renforcement de la collaboration sur les critères et indicateurs (C&I) pour promouvoir et mettre en scène la GDF:** Organisé par Natural Resources Canada, en coopération avec la FAO, cet atelier d'experts cherchera à renforcer la collaboration sur les C&I, dans le but de mobiliser le plein potentiel de cet outil pour promouvoir, mettre en œuvre et mettre en scène une meilleure GDF en politique et en pratique. **dates:** 1<sup>er</sup> - 3 mai 2016 **lieu:** Ottawa, Canada **contact:** Ewald Rametsteiner, FAO **email:** ewald.rametsteiner@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/ci/91695/en/>

**CP21 du Fonds de partenariat pour le carbone forestier:** La 21<sup>e</sup> réunion du Comité des participants (CP) au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) examinera les dossiers soumis par les pays et décidera de l'octroi des ressources. Le CP est composé de 14 pays membres du programme REDD+ et de 14 contributeurs financiers, et accueille des observateurs en représentation des peuples autochtones, de la société civile, des organisations internationales et du secteur privé. **dates:** 3-5 mai 2016 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FPCF **www:** <https://www.forestcarbonpartnership.org/pc21-may-3-5-2016-washington-dc>

**17<sup>e</sup> Symposium international sur les questions juridiques du développement durable des forêts européennes:** L'édition 2016 du Symposium international de l'IUFRO sera organisé en tant que réunion transfrontières, accueillie par l'Université tchèque des sciences de la vie de Prague, conjointement avec l'Université

technique de Zvolen. Le Symposium vise: à créer l'occasion pour les spécialistes de divers pays de se rencontrer et de s'engager sur la nouvelle situation juridique des forêts européennes; à offrir un forum pour échanger des expériences dans la formulation, la mise en œuvre et l'administration des nouvelles lois forestières et relatives aux forêts de l'UE; et à rendre possible une comparaison entre la nouvelle UE et la réglementation applicable sur le terrain dans les pays en transition. **dates:** 18-20 mai 2016 **lieu:** Prague, République tchèque **contact:** Rastislav Šulek **email:** rastislav.sulek@tuzvo.sk **www:** <http://www.iufro.org/science/divisions/division-9/90000/90600/activities/>

**44<sup>e</sup> session des organes subsidiaires de la CCNUCC:** Les 44<sup>e</sup> sessions de l'Organe subsidiaire chargé de la mise en œuvre (SBI 44) et de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et technologiques (OSAST 44) se dérouleront en même temps que la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris (GSAP 1). **dates:** 16-26 mai 2016 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

**Deuxième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement:** L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) se réunira pour la seconde fois en 2016. L'ANUE constitue le plus haut niveau de gouvernance des affaires environnementales internationales dans le système des Nations Unies. **dates:** 23-27 mai 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secrétaire des organes directeurs **téléphone:** +254-20-7623431 **email:** unep.sgb@unep.org **www:** <http://web.unep.org/unea/>

**Forum européen sur la foresterie urbaine:** Ce forum traitera des questions relatives aux forêts urbaines et aux villes résilientes, à la santé et au bien-être, et à la gouvernance et à la gestion. Une réunion du Groupe de travail Silva Mediterranea de la FAO sur la foresterie urbaine et péri-urbaine se tiendra conjointement avec le Forum, le 31 mai 2016. **dates:** 31 mai - 4 juin 2016 **lieu:** Ljubljana, Slovénie **contact:** Institut slovène de foresterie **www:** <http://efuf2016.gozdis.si/>

**50<sup>e</sup> réunion du Conseil du FEM:** Le Conseil du FEM se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets qui apportent des avantages environnementaux majeurs dans les domaines d'action du FEM, y compris la GDF, et dans les programmes d'approche intégrée du FEM. **dates:** 6-9 juin 2016 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240 **email:** secretariat@thefef.org **www:** <https://www.thefef.org/>

**Première réunion du Conseil d'administration du Programme ONU-REDD:** Le nouvel organe de supervision, d'orientation des opérations et de prise de décision du Programme ONU-REDD examinera une proposition de plan de travail pluriannuel conçu pour soutenir le cadre stratégique 2016-2020 du Programme ONU-REDD, ainsi que les options pour renforcer la coordination et la complémentarité avec d'autres initiatives mondiales qui soutiennent REDD+ et les pays boisés. **dates:** 28-29 juin 2016 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Programme ONU-REDD **www:** [http://www.unredd.net/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2390&catid=98&Itemid=749](http://www.unredd.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2390&catid=98&Itemid=749)

**FPHN 2016:** La quatrième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, convoquée sous l'égide de l'ECOSOC, se déroulera du 11 au 15 juillet 2016, et sera suivie d'une réunion ministérielle du Forum sur trois jours du 18 au

20 juillet 2016. Le thème de la session 2016 sera « Garantir que personne ne soit laissé pour compte ». **dates:** 11-20 juillet 2016 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division du développement durable des Nations Unies **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

**23<sup>e</sup> session du Comité des forêts de la FAO (COFO 23):** La 23<sup>e</sup> session du Comité des forêts de FAO (COFO) rassemblera des chefs de services forestiers et d'autres agents publics de haut niveau pour identifier les questions émergentes politiques et techniques, chercher des solutions et conseiller la FAO et d'autres acteurs sur les actions appropriées. Le COFO est l'organe statutaire en charge des forêts le plus élevé au sein de la FAO, et il se réunit tous les deux ans. **dates:** 18-22 juillet 2016 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Peter Csoka, FAO **email:** [peter.csoka@fao.org](mailto:peter.csoka@fao.org) **www:** <http://www.fao.org/forestry/57758/fr/>

**GSE 2 du FNUF:** La deuxième réunion du GSE élaborera des propositions pour le Plan stratégique de l'AIF pour la période 2017-2030 et pour le PT4 pour la période 2017-2020. **dates:** octobre 2016 (à confirmer) **lieu:** à confirmer **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **fax:** +1-917-367-3186 **email:** [unff@un.org](mailto:unff@un.org) **www:** <http://www.un.org/esa/forests/forum/aheg/index.html>

**51<sup>e</sup> réunion du Conseil du FEM:** Le Conseil du FEM se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets qui apportent des avantages environnementaux majeurs dans les domaines d'action du FEM, y compris la GDF, et dans les programmes d'approche intégrée du FEM. **dates:** 24-27 octobre 2016 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240 **email:** [secretariat@thegef.org](mailto:secretariat@thegef.org) **www:** <http://www.thegef.org/>

**52<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités:** La 52<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux (CIBT) et les sessions associées des Comités (Financement et administration; Information économique et intelligence commerciale; Industries forestières; et Reboisement et gestion des forêts) aborderont des questions relatives aux projets et à la gouvernance. Le CIBT est l'organe directeur de l'OIBT, qui donne un cadre aux pays producteurs et consommateurs de bois tropicaux pour discuter et élaborer des politiques sur les questions relatives au commerce international et à l'utilisation des bois tropicaux et à la gestion durable des ressources disponibles. **dates:** 7-12 novembre 2016 **lieu:** Yokohama, Japon **contact:** Steven Johnson, Agent référent de l'OIBT **téléphone:** +81-45-223-1110 **fax:** +81-45-223-1111 **email:** [itto@itto.int](mailto:itto@itto.int) **www:** [http://www.itto.int/workshop\\_detail/id=4621](http://www.itto.int/workshop_detail/id=4621)

**CdP 13 à la CDB, CdP/RdP 8 au Protocole de Cartagena sur la biosécurité, et CdP/RdP 2 au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages:** La 13<sup>e</sup> CdP à la CDB, la 8<sup>e</sup> CdP siégeant en tant que Réunion des Parties (RdP) au Protocole de Cartagena sur la biosécurité, et la 2<sup>e</sup> CdP siégeant en tant que RdP au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages se dérouleront simultanément. **dates:** 4-17 décembre 2016 **lieu:** Cancun, Mexique **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **fax:** +1-514-288-6588 **email:** [secretariat@cbd.int](mailto:secretariat@cbd.int) **www:** <http://www.cbd.int/meetings>

**Groupe de travail et session spéciale du FNUF:** La réunion du Groupe de travail et la Session spéciale du FNUF se dérouleront consécutivement, et négocieront et approuveront le Plan stratégique pour la période 2017-2030 et le PT4 pour la période 2017-2020, sur la base des recommandations présentées

par le GSE. **dates:** 16-20 janvier 2017 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **fax:** +1-917-367-3186 **email:** [unff@un.org](mailto:unff@un.org) **www:** <http://www.un.org/esa/forests/>

**FNUF 12:** La 12<sup>e</sup> session du Forum des Nations Unies sur les forêts se déroulera mi-2017, et les dates exactes et le lieu n'ont pas encore été déterminés. **dates:** mai 2017 (à confirmer) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York (à confirmer) **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **fax:** +1-917-367-3186 **email:** [unff@un.org](mailto:unff@un.org) **www:** <http://www.un.org/esa/forests/session.html>

Pour connaître d'autres réunions à venir, rendez-vous sur <http://nr.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AIF	Arrangement international sur les forêts
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRA	Évaluation des ressources forestières mondiales
FVC	Fonds vert pour le climat
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
G3FNet	Réseau mondial de facilitation du financement forestier
GDF	Gestion durable des forêts
GSE	Groupe spécial d'experts
IUFRO	Union internationale des instituts de recherches forestières
MMCE	Moyens de mise en œuvre
ODD	Objectifs de développement durable
OEF	Objectifs d'ensemble relatifs aux forêts
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PCF	Partenariat de collaboration sur les forêts
PT4	Programme de travail quadriennal
REDD+	Programme des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, et sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestiers
SER	Suivi, évaluation et établissement de rapports